



## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPİR

# Extrait du registre des délibérations

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis au Centre Sud Canigó Sports et Pleine Nature, route de la Baillie, à Arles sur Tech, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.  
La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 24 juin 2022.

### **Etaient présents (21) :**

- Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda : MME Marie COSTA et M. Frédéric DEPERROIS.
- Conseillers d'Arles sur Tech : MMES Catherine BARNEDES, Jocelyne RIBUIGENT, MM. Jean-Marie CORCOY, Jérôme MOLAS, David PLANAS, Jean-Louis VIRGILI et André XIFFRE.
- Conseiller de Corsavy : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- Conseiller de Coustouges : M. Jean-Louis CASANOVA
- Conseiller de La Bastide : M. Daniel BAUX.
- Conseiller de Lamanère : MME Gisèle JUANOLE.
- Conseiller de Le Tech : M. Guillaume CERVANTES.
- Conseiller de Montbolo : M. Hervé COLAS.
- Conseiller de Montferrer : -
- Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste : M. Claude FERRER.
- Conseillers de Saint Laurent de Cerdans : MME Marie-Madeleine SAN JUAN, MM Yves BENASSIS et Louis CASEILLES.
- Conseiller de Saint Marsal : -
- Conseiller de Serralongue : M. Philippe JUANOLO
- Conseiller de Taulis : MME Martine MAUGUIN

**Absents excusés (9) :** MMES Ingrid DUNYACH, Michelle DUNYACH, Danielle HERBAIN, Jeanne MAISON et Christine SITJA, MM Michel ANRIGO (suppléé par Jean-Louis CASANOVA), Alain CADENE, Jean-Victor HERETE et Alexandre REYNAL.

**Pouvoirs (6) :** MMES Simone BERIO (procuration à Frédéric DEPERROIS), Magali YOVANOVITH (procuration à Marie COSTA), MM Richard COLL (procuration à Marie COSTA), Jean-Marie GOURGUES (procuration à Philippe JUANOLO), Guy METIVIER (procuration à Martine MAUGUIN) et Bernard REMEDI (procuration à Claude FERRER).

**Soit 21 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.**

M. Frédéric DEPERROIS est élu secrétaire de séance.

**OBJET : MEDIATHEQUES : remplacement du revêtement de sol de la médiathèque d'Arles sur Tech - Aide à l'Investissement Territorial-Demande de subvention au Conseil Départemental des PO**

Le Président rappelle que dans le budget primitif 2022, il a été prévu une enveloppe de 9000 € pour remplacer la moquette du premier étage de la médiathèque d'Arles sur Tech, par un revêtement de sol souple plus hygiénique, et mieux adapté à un lieu accueillant du public.

Cependant, la consultation réalisée auprès des entreprises aboutit à un montant prévisionnel de travaux de 10 061,50 € HT.

Toutefois, dans le cadre de ce type de programme, il est possible de solliciter une subvention du Conseil Départemental au titre de l'Aide à l'Investissement Territorial.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération s'établirait donc ainsi :

Dépenses		Recettes	
Remplacement de la moquette au 1 <sup>er</sup> étage de la médiathèque d'Arles sur Tech.		Participation du Conseil Départemental (32 %)	3 219,68 €
		Fonds propres (68%)	6 841,82 €
<b>Total HT</b>	<b>10 061,50 €</b>	<b>Total HT</b>	<b>10 061,50 €</b>

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés :**

- **APPROUVE** le plan de financement détaillé ci-dessus, pour le programme de travaux sus visé ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à solliciter le Conseil Départemental des Pyrénées Orientales au titre de l'Aide à l'Investissement Territorial, la subvention la plus élevée possible.
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes pièces afférentes à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,  
Ont signé au registre tous les membres présents.

« Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations. »

**Certifié exécutoire après :**

Transmission en Préfecture le :

Affiché le :

Publié sur le site internet : 25/07/22

Fait à Arles sur Tech, le 29 juin 2022,

Le Président,



Claude FERRER.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité décisionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par courrier (TA MONTPELLIER 6 rue Pitot-34000 Montpellier) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.